

ILLKIRCH Justice commerciale Clestra : décision ce matin

LES SALARIÉS DE CLESTRA vont enfin être fixés sur le sort de leur entreprise. La chambre commerciale du tribunal de grande instance de Strasbourg, qui a étudié en détail hier après-midi le projet de reprise du fabricant de cloisons mobiles, fera connaître sa décision ce matin.

Si elle est favorable, Clestra et ses 430 salariés français (sans compter ceux de ses filiales) quitteront dès aujourd'hui le giron de Windhurst Industries pour rejoindre celui du groupe Impala de Jacques Veyrat, qui prendrait la majorité du capital. Au tour de table figure-

ront aussi Bpifrance ainsi que deux anciens dirigeants : Jean-Paul Chaudron et Jean-Luc Bikart – qui serait appelé à prendre la direction générale de l'entreprise. Celle-ci serait présidée par Vincent Paul-Petit, qui a représenté ces dernières semaines M. Veyrat dans les négociations.

Les candidats à la reprise s'engagent à reprendre la majorité du personnel (40 suppressions d'emplois sont néanmoins envisagées). Ils ont réaffirmé hier leur intention de rendre à Clestra son rang de numéro un mondial des cloisons mobiles.

ALSACE Social Nouvelle journée d'action pour les retraités

UN PEU PLUS D'UN MOIS après la journée nationale d'action contre le projet de réforme des retraites qui avait réuni 1500 personnes à Strasbourg, l'intersyndicale CGT, FSU et Solidaires défilera à nouveau (cette fois sans FO) dans les rues de la capitale alsacienne aujourd'hui 15 octobre, date du vote solennel du texte à l'Assemblée nationale.

Les jeunes, les salariés et les retraités sont invités à se mobiliser contre un « projet de loi injuste », qui conduira à « allonger la durée de cotisation (43 ans à compter de

2035 pour les natisés de 1973 et après) et à mettre les salariés à l'amende par une hausse prévisible des cotisations » alors que « le monde de l'entreprise est à nouveau épargné », explique l'intersyndicale dans un communiqué.

Le cortège partira à 10 h 30 de la place de Lattre-de-Tassigny à Strasbourg.

Les syndicats haut-rhinois appellent eux aussi à la mobilisation. Ils donnent rendez-vous à 16h30 devant la sous-préfecture de Mulhouse pour un défilé à travers les rues de la ville.

STRASBOURG 40^e anniversaire du CESER Près de 400 avis et contributions à la vie économique et sociale d'Alsace

PRÈS DE 500 PERSONNES venues des quatre coins de la région, socioprofessionnels, représentants associatifs et élus mêlés, ont franchi hier les grilles du Musée d'Art moderne et contemporain de Strasbourg où les 78 membres du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) d'Alsace se sont réunis pour fêter le 40^e anniversaire de la seconde assemblée de la Région Alsace.

« La principale raison d'être du CESER est d'assurer le rôle d'interface si nécessaire entre société civile organisée et les élus », a notamment souligné dans son discours Maurice Czaja, son président en exercice, le dixième depuis la création de l'institution en décembre 1973. « C'est aussi le seul lieu où se réunissent, dialoguent et réfléchissent ensemble des gens de tous les horizons professionnels. À partir de débats contradictoires, ils font émerger un avis consensuel », a-t-il rappelé en présence de Philippe Richert, président de la Région Alsace, de Stéphane Bouillon, préfet d'Alsace, et de plusieurs de ses prédécesseurs.

En 40 années de fonctionnement,

le CESER, qui a connu plus de 350 conseillers à ce jour, a pris part à tous les grands débats qui ont rythmé et continuent d'animer la vie socio-économique et citoyenne de la région. Pendant ces quatre décennies, il a produit près de 400 avis, rapports et motions, dont un livret – spécialement édité pour l'occasion – récapitule la liste de manière chronologique et exhaustive.

Avant le cocktail dînatoire final, l'ensemble des invités a pu applaudir la prestation de l'Orchestre symphonique de Mulhouse qui, sous la direction de Patrick Davin, avait choisi d'interpréter des œuvres de Mozart (ouverture des Noces de Figaro), de Wagner (Siegfried Idyll) et de Thierry de Mey (Musique de table).

Cette réception anniversaire a également marqué la fin du mandat de l'actuel CESER mis en place voilà six ans. Le nouveau conseil, nommé pour la période 2013-2019, doit normalement être installé le 7 novembre. Il comprendra un minimum de 40 % de femmes, ce qui laisse augurer un important renouvellement de ses membres.

X.T.

NOTAIRES Consultations gratuites le 17 octobre Une soirée pour « se (re) lancer dans la vie »

DANS LE CADRE des Rencontres notariales 2013, organisées dans toute la France jeudi 17 octobre sur le thème « Se (re) lancer dans la vie », les notaires du Bas-Rhin proposeront au public des consultations gratuites et anonymes. À cette occasion, ils répondront à toutes les questions que peuvent se poser aujourd'hui leurs concitoyens désirant se marier ou se remarier, acquérir un bien immobilier, partir vivre à l'étranger, créer ou reprendre une entreprise, etc.

Selon un sondage réalisé récemment par l'institut CSA pour le Conseil supérieur du notariat (Paris), les Français continuent de nourrir de fortes envies de changement dans leur vie. Réaliser des travaux dans son logement constitue ainsi le projet le plus largement partagé (34 %). Acheter un logement ou changer d'emploi arrivent en seconde position (26 %), devant l'envie

de changer de métier (24 %), de partir vivre à l'étranger (22 %) ou de déménager en France (22 %). Le sondage révèle également que 16 % des Français s'imaginent un jour se mettre à leur compte en créant leur propre entreprise. La même proportion déclare vouloir se marier ou avoir un enfant. Toutes ces envies de changement soulèvent des questions sur la façon de concrétiser les projets. Elles pourront être directement abordées avec les notaires présents à Strasbourg lors des rencontres de jeudi. Pour les personnes ne pouvant se déplacer, il est prévu un numéro indigo pour des consultations par téléphone (0820 712 912 ; 0,09 euro TTC/min.).

► Jeudi 17 octobre de 17 h à 19 h 30, à la Chambre des notaires du Bas-Rhin, 2, rue des Juifs à Strasbourg. (© 03 88 32 10 55) Infos : www.notaires.fr

RIBEAUVILLE Restructuration

154 suppressions de postes chez Sony

Devenue Sony Alsace Tec (SAT) France, l'ancienne usine japonaise de Ribeauvillé va supprimer 154 postes sur 516 dans le cadre du processus de reprise par le breton Cordon, spécialiste de la réparation de produits communicants.

Le couperet est tombé : SAT, la société commune Sony (51 %) – Cordon (49 %) où ont été transférés les actifs de l'unité alsacienne début septembre, devra se délester de 154 emplois, dans le cadre du plan de réorganisation du site. La nouvelle a été annoncée la semaine dernière en comité d'entreprise. La réduction de postes touche essentiellement les fonctions support (administration, logistique, qualité...).

Le plan de restructuration était prévu. Il clôture en quelque sorte la première phase du plan de reprise. En juin dernier, le PDG de Cordon expliquait la nécessité d'une « transition » et d'une « réorganisation » de l'unité de Ribeauvillé, préalable à la cession, qui verra son groupe prendre 100 % du capital courant 2014. Et il évoquait « un sureffectif maximum de 166 personnes ».



Sous pavillon japonais, l'usine Sony a employé plus de 1 600 personnes PHOTO ARCHIVES DNA

Le projet de centre d'appel abandonné

Au final, ce sont donc 154 salariés qui sont de trop dans la nouvelle configuration du site, amené à passer par un nouveau plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Si la restructuration était prévue, l'intersyndicale de l'entreprise est toutefois perturbée par l'importance du nombre de suppressions d'emplois indirects envisagés. « Certains services, comme le département qualité, vont per-

dre jusqu'à 71 % des postes. » De quoi la rendre sceptique sur la pérennité d'un site qui ne comptera plus que 362 salariés.

Aujourd'hui, sur les 516 personnes de la société, environ 300 travaillent au SAV, avec un plan de charge qui connaît « des hauts et des bas ». « Pour l'instant, le personnel ne répare que des produits Sony. Cordon n'a encore rien ramené à Ribeauvillé en termes d'activité », déplore un représentant du personnel. Les syndicats ont par ailleurs appris récemment que le projet de créa-

tion d'un call center (centre d'appel) sur le site était abandonné, « car trop complexe à mettre en œuvre. Sony France (NDLR : actionnaire majoritaire de la nouvelle société) a la volonté de privilégier les départs volontaires et d'étudier les opportunités de reclassement au sein du groupe ». « Tout cela devra se négocier avec les syndicats », indique la porte-parole de la direction.

La première réunion d'information et de consultation du comité d'entreprise aura lieu demain. Aujourd'hui, le bassin du Centre-

Alsace subit une véritable hémorragie au niveau du tissu industriel : entre la fermeture de Mahle-Pistons, les réorganisations chez Wrigley, Behr, Timken, Ricoh et Sony, un millier d'emplois vont disparaître. Face aux difficultés pour les futurs licenciés à retrouver du travail sur un marché de l'emploi dégradé, les syndicats de Sony Alsace Tec demandent aux pouvoirs publics de réunir une table ronde pour minimiser l'impact des restructurations. ■

I.N.

STRASBOURG Semaines sociales de France

Trois jours pour réinventer le travail

Du 22 au 24 novembre, près de 5 000 personnes réunies à Paris, Lyon et Strasbourg à l'occasion des 88^{es} Semaines sociales de France se pencheront sur l'évolution du travail et réfléchiront aux pistes à explorer pour mieux le vivre et le partager.



Les intervenants alsaciens témoigneront de l'importance de l'apprentissage, et présenteront l'expérience alsacienne en matière d'apprentissage transfrontalier. PHOTO ARCHIVES DNA

NON, TOUT N'A PAS ÉTÉ TENTÉ pour lutter contre le chômage. Jérôme Vignon, le président des Semaines sociales de France, en est convaincu : il reste des solutions à inventer pour réduire le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi.

Simplet, pour pouvoir les envisager, il faut changer de focale, ne plus « se résigner à ce que création d'emploi rime seulement avec croissance forte, et adaptation seulement avec précarisation ». En d'autres termes, et comme le fait le christianisme social : « Regarder différemment la relation entre l'homme et le travail. » C'est ce à quoi vont s'employer les 22, 23 et 24 novembre prochains les participants aux Semaines sociales de France. Cette manifestation, qui réunit chaque année des sociologues, des philosophes, des théologiens, des politiques et des personnalités du monde associatif et économique autour d'une question sociale contemporaine, consacrera en effet sa 88^e édition à « réinventer le travail ».

Vu l'ampleur de la tâche, les Semaines sociales se dérouleront pour la première fois dans trois sites à la fois, à Paris, à Villeurbanne et à Strasbourg. Les confé-

rences, les débats et les tables rondes auront lieu alternativement dans chacune des trois villes et seront transmis en direct dans les deux autres.

Une façon pour les organisateurs de nourrir les débats, de multiplier les contributions et de mettre en lumière des initiatives locales. « Il nous semble de plus en plus que la question de vie au travail peut être enrichie d'expériences régionales », confirme M. Vignon.

Le fort taux d'apprentissage, particularité alsacienne

L'Alsace témoignera ainsi de sa pratique de l'apprentissage, « nettement plus développé qu'ailleurs », indique Philippe Colson, directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Région Alsace. Elle montera également « qu'il est possi-

ble aujourd'hui de faire de l'apprentissage transfrontalier. « Strasbourg apportera également une dimension européenne très forte », précise Marc Feix, responsable du centre d'études et d'action sociales d'Alsace et coordinateur de la session alsacienne. « Les tables rondes qui y seront organisées seront toutes transfrontalières pour élargir la réflexion et apporter de nouveaux points de vue. »

C'est d'ici par exemple que s'exprimera l'un des grands témoins de cette 88^e édition, à savoir Wolfgang Schäuble, ministre fédéral des Finances d'Allemagne, qui interviendra le 24 novembre sur le thème : « La puissance publique face au déficit de l'emploi ».

L'Alsace donnera enfin à ce rendez-vous « une dimension océanique profonde », précise Christian Krieger, président de

l'Église réformée d'Alsace et de Lorraine, qui animera une célébration avec l'archevêque de Strasbourg Mgr Grallet. Pour lui, ces trois jours de débats sont aussi l'occasion pour « l'Église, avec des associations en prise avec le monde du travail et de l'entreprise, de manifester sa volonté d'être présente dans le monde d'aujourd'hui et d'y être force de proposition ».

Les quelque 5 000 personnes qui participeront à cette manifestation (dont Laurent Berger, Jean-Paul Betbèze, Philippe d'Iribane, Elena Lasida, Frédéric Saint-Geours, Claude Thélot ou encore Joseph Thouvenel) ne se contenteront pas en effet de réfléchir à l'indispensable reconnaissance des salariés, à l'inversion de la question de l'aptitude à l'emploi ou encore à la qualité d'être entrepreneur. Ils formulèrent également des propositions très précises, comme par exemple « la création d'un livret professionnel universel, une sorte de carte vitale professionnelle qui accompagnerait le salarié tout au long de sa vie », annonce Jérôme Vignon. Des propositions qu'ils soumettront ensuite aux partenaires sociaux et aux pouvoirs publics.

De manière générale, précise le président, « nous voulons les inviter à être plus courageux, plus ambitieux et plus audacieux ». Pour que le monde du travail soit demain un peu plus vivable qu'il ne l'est aujourd'hui. ■

O.W.

► Programme et inscriptions : www.ssf-fr.org